

Fernand Vincent

De : Maria Angelillo <maria.angelillo@tinet.com>
Envoyé : mercredi, 14. mars 2001 12:25
Objet : Pétition de Médecins Sans Frontières pour faire passer LE DROIT AUX TRAITEMENTS ANTI-SIDA avant LES PROFITS

Bonjour,

Plus de 20% de la population de nombreux pays sub-sahariens est porteuse du VIH. Chez les jeunes, en Afrique du Sud, la proportion dépasse 50%. Et cette proportion est en augmentation exponentielle dans la plupart des pays. Dans dix à vingt ans, cette maladie aura des conséquences que nous ne pouvons pas même imaginer aujourd'hui. Le monde n'avait encore jamais vu un continent pratiquement mourir parce que ses habitants sont pauvres. Nous, nous le verrons.

Les laboratoires pharmaceutiques occidentaux ont imposé au niveau international des prix de vente exorbitants : une trithérapie coûte en moyenne 5000FF par mois.

Dans plusieurs pays, les industries locales se sont lancées dans la production de médicaments génériques afin de réduire les prix de vente et ainsi de permettre l'accès des malades aux traitements.

L'industrie pharmaceutique est la plus rentable de toutes les industries.

Cela n'a pas empêché 39 des plus grandes firmes pharmaceutiques mondiales d'attaquer en justice l'Afrique du Sud contre une loi favorisant les médicaments "génériques".

Médecins Sans Frontières lance une pétition internationale pour demander à ces 39 firmes de retirer leur plainte.

Vous pouvez signer cette pétition en cliquant sur le lien ci-dessous :

<http://www.paris.msf.org/msf/Content/News.nsf/03ec78cc75046063c12567f4005OpenDocument>

Merci.

[Message à diffuser...]

Informations plus détaillées ci-dessous : Industrie pharmaceutique contre Afrique du Sud : un procès-phare (AFP, 04/03/2001)

Lundi [5 mars] s'ouvre à Pretoria le procès intenté par 39 des plus grandes firmes pharmaceutiques mondiales contre une loi sud-africaine favorisant les médicaments "génériques", meilleur marché que les médicaments de marque.

Aujourd'hui plus de 36 millions de personnes sont contaminées par le VIH dans le monde. 90% d'entre elles vivent dans des pays en voie de développement. Depuis le début de l'épidémie, 18 millions de personnes sont mortes du sida.

La propagation continue du VIH dans les pays pauvres est responsable d'une hausse radicale de la mortalité chez les jeunes adultes. En Afrique subsaharienne, l'ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estiment que quelque 26,5 millions d'adultes et d'enfants vivent aujourd'hui avec le VIH, et que la proportion des personnes de 15 à 49 ans infectées par le virus est en augmentation exponentielle dans la plupart des pays.

Après près de vingt ans de recherche médicale et scientifique, des combinaisons de traitement ont été mises au point. Ces multithérapies permettent aujourd'hui de freiner très largement la progression de la maladie chez les patients immuno-déprimés.

Aujourd'hui pourtant, ces traitements demeurent inaccessibles pour l'immense majorité des 36 millions de personnes vivant avec le VIH/sida.

Les traitements restent beaucoup trop chers, et sont hors de portée des pays du Sud pourtant les plus touchés par l'épidémie.

Les laboratoires pharmaceutiques occidentaux ont imposé au niveau international des prix de vente exorbitants : une trithérapie coûte en moyenne 5000FF par mois. Dans ces conditions, de nombreux gouvernements et la majorité des financeurs refusent de s'engager pour l'accès aux traitements des séropositifs dans les pays pauvres.

En Thaïlande, au Brésil ou en Inde, les industries locales (publiques ou privées) se sont lancées dans la production de médicaments antirétroviraux et de certains traitements contre les maladies opportunistes particulièrement coûteux, réduisant ainsi drastiquement les prix de vente.

Des solutions existent pour permettre la multiplication des sources de production de médicaments copiés à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués par les compagnies détentrices des brevets, ainsi que l'importation pour les pays ne disposant pas de capacités locales de production.

Des dispositions légales sont en effet inscrites dans les accords TRIPS (accords relatifs à la propriété intellectuelle) contractés dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce en 1995. Ainsi, un laboratoire détenteur d'un brevet prêt à négocier avec un pays tiers peut céder une autorisation de production locale en échange de royalties : il s'agit alors d'une licence volontaire. Si le laboratoire n'est pas prêt à négocier, un Etat, souverain, peut décider de faire fabriquer une copie d'un produit dont il a besoin par une industrie locale : c'est ce qu'on appelle une licence obligatoire. Cette disposition permet également à un pays ne disposant pas de capacités de production propre d'importer des copies de traitements.

C'est dans ces brèches, prévues par les accords TRIPS comme autant de garde-fous au monopole des grands laboratoires, que des gouvernements et des associations de malades ont tenté de s'engouffrer. Jusqu'à présent pourtant, ces dispositions se sont révélées inexploitablees par les pays les plus pauvres : aucun d'entre eux ne s'est vu octroyer de licence volontaire, aucun d'entre eux n'a pu importer de copies de médicaments à partir de pays intermédiaires, aucune licence obligatoire n'a pu être mise en place. En l'état des rapports de forces, les " brèches ", étroites, sont inexploitablees. L'intimidation est la règle à tous les stades de circulation des génériques, et les exemples de tentatives avortées abondent.

Les menaces de procès, de rétorsions économiques, la perspective d'affrontement avec les laboratoires occidentaux et les gouvernements qui les soutiennent, Etats-Unis en tête, ont jusqu'à présent eu raison des tentatives des pays pauvres.
(Act Up, synthèse)

Quelques chiffres :

Les dix plus grands laboratoires pharmaceutiques des Etats-Unis ont réalisé un chiffre d'affaires de 179 milliards de \$US durant les 12 derniers mois et un bénéfice brut (différence entre les ventes et les coûts de fabrication) de 121 milliards de \$US. (Forbes, 27/11/2000)

La marge nette des 10% plus grands laboratoires atteint 30% et 18,6% pour l'ensemble de l'industrie pharmaceutique, c'est la marge la plus élevée de toutes les industries. (Forbes, 27/11/2000)

L'industrie pharmaceutique a dépensé 235,7 millions de dollars entre 1997 et 1999 en lobbying du sénat américain et du gouvernement. Ces dons ont été destinés en majorité aux représentant républicains. (Public Citizen, "Addicting Congress: Drug Companies' Campaign Cash & Lobbying Expenses, July 6,